

## La CPI lance des assignations à comparaitre contre six Kenyans

APA, 15-12-2010Dakar (SÃ©nÃ©gal) - Le Procureur de la Cour pÃ©nÃ©ale internationale (CPI), Luis Moreno-Ocampo, a lancÃ© mercredi des assignations Ã  comparaitre contre six Kenyans soupÃ§onnÃ©s d'Ãªtre impliquÃ©s dans des crimes de masse commis durant la pÃ©riode post-Ã©lectorale de 2007-2008 dans leur pays, indique un communiquÃ© de l'ONU parvenu Ã  APA. « La pÃ©riode post-Ã©lectorale de 2007-2008 a Ã©tÃ© l'une des plus violentes dans l'histoire du pays », a dit Moreno Ocampo ajoutant que « ce n'Ã©tait pas seulement des crimes contre des Kenyans innocents. C'Ã©taient des crimes contre l'humanitÃ© dans son ensemble. En cassant le cycle d'impunitÃ© pour les crimes de mÃ©mes victimes et leurs familles peuvent obtenir justice. Et les Kenyans peuvent s'engager sur le chemin vers des Ã©lections pacifiques en 2012 ». On rappelle que le Procureur de la CPI s'Ã©tait rendu au Kenya en mai dernier oÃ¹ il a enquÃªtÃ© sur les affrontements post-Ã©lectorales de 2007 et 2008, concluant que « les crimes auraient Ã©tÃ© commanditÃ©s par les dirigeants du Parti de l'unitÃ© nationale (PNU), parti au pouvoir Ã  cette Ã©poque, et par le Mouvement orange de la dÃ©mocratie (ODM), principal parti d'opposition », poursuit le communiquÃ©. La mÃªme source indique que « les hauts responsables politiques incriminÃ©s auraient mis en Ã©uvre cette stratÃ©gie avec la complicitÃ© de responsables de l'Etat et d'entreprises publiques et privÃ©es. Des parlementaires, des responsables gouvernementaux, des agents des forces de police et des gangs de jeunes, seraient impliquÃ©s dans les violences, avait estimÃ© Luis Moreno-Ocampo ». Pour le Procureur de la CPI, « il existe un fondement raisonnable de penser que ces crimes contre l'humanitÃ© ont impliquÃ© diffÃ©rentes personnalitÃ©s ». Il s'agit notamment de : William Samoei Ruto, l'ex-Ministre de l'Ã©ducation, de la science et technologies, Ã  l'Ã©poque d'Ã©tÃ© du Nord Eldoret. Il est prÃ©sumÃ© Ãªtre l'un des principaux architectes et des crimes contre les militants du PNU. Henry Kiprono Kosgey, actuel ministre de l'Industrie, Ã  l'Ã©poque d'Ã©tÃ© province de Tinderet et prÃ©sident de l'ODM, il est considÃ©rÃ© comme l'un des principaux responsables des crimes perpÃ©trÃ©s contre les militants du PNU. Joshua Arap Sang, l'actuel chef des opÃ©rations de la radio KASS FM, journaliste Ã  cette mÃªme station au moment des troubles, est appelÃ© Ã  comparaÃ®tre en sa qualitÃ© d'organisateur prÃ©sumÃ© des violences contre les militants du PNU. Ces trois premiÃ©res personnes ont Ã©tÃ© citÃ©es dans une premiÃ©re affaire. Il a ensuite Ã©tÃ© lancÃ© trois autres assignations Ã  comparaÃ®tre contre Francis Kirimi Muthaura qui Ã©tait pendant les violences le chef du service public et SecrÃ©taire de cabinet et PrÃ©sident du ComitÃ© du conseil de la sÃ©curitÃ© nationale. Il est accusÃ© d'avoir autorisÃ© l'usage de la force contre les militants de l'ODM (opposition). La CPI vise Ã©galement le fils du prÃ©sident kenyan Jomo Kenyatta. Il s'agit d'Uhurur Muigai Kenyatta, l'actuel Vice-premier ministre et ministre des Finances. Il est accusÃ© d'avoir aidÃ© Ã  mobiliser l'organisation criminelle Ã©tÃ© Mungiki pour s'en prendre Ã  l'ODM. Est Ã©galement visÃ© Mohamed Hussein Ali, actuel chef exÃ©cutif de l'entreprise postale du Kenya. Commissaire de police au moment des affrontements, il aurait autorisÃ© l'utilisation excessive de la force contre des militants de l'ODM. Les violences post-Ã©lectorales au Kenya ont fait plus de 1.100 morts, 3.500 blessÃ©s et forcÃ© 600.000 personnes Ã  fuir. Par ailleurs, des centaines de viols avaient Ã©tÃ© commis et plus de 100.000 propriÃ©tÃ©s dÃ©truites.